

# La Fédération Wallonie-Bruxelles s'engage à être plus efficace et moins coûteuse

## LE RÉSUMÉ

Un **contrat d'administration** a été signé entre le gouvernement et l'administration de la FWB.

La FWB va investir dans le **développement d'outils informatiques**, et engagera encore **360 fonctionnaires**.

**NATHALIE BAMPS**

La semaine dernière, un nouveau contrat d'administration a été signé entre le gouvernement et l'administration de la Fédération Wallonie Bruxelles (FWB). Un texte reprenant 482 projets qui baliseront le travail futur des 6.000 fonctionnaires chargés de faire tourner les boutiques de l'enseignement, de la culture, de l'aide à la jeunesse...

En toile de fond de ce contrat, des finances publiques sous pression. «*Il faut faire mieux avec moins de moyens, utiliser de manière efficace chaque euro qui nous est donné*», explique Frédéric Delcor, le secrétaire général de l'administration. Objectif donc, l'efficacité, la responsabilisation et l'autonomie.

L'administration de la FWB n'a pas beaucoup le choix. Le dernier contrôle budgétaire en atteste: les finances de l'institution francophone ne se portent pas bien. Au

dernier ajustement, son déficit est grimpé à 245 millions.

Faire mieux avec moins, cela signifie évidemment fixer des objectifs concrets, des échéances, et les vérifier... Frédéric Delcor se félicite que le contrat d'administration permette de le faire en «mouillant» le gouvernement. «*On a fixé les priorités ensemble, l'administration a proposé des objectifs à atteindre, et en échange, on a demandé d'avoir une vision sans tabou sur les implications,*

*budgetaires notamment. La pression est partagée, elle ne repose plus sur les seules épaules de l'administration, c'est un vrai changement de culture*», explique-t-il.

## Engagements anticipés

En termes de personnel, la logique de «faire mieux avec moins», cela veut-il dire licencier? Non, au contraire, l'administration engagera, et plus vite que prévu. En théorie, la FWB ne doit plus remplacer qu'un fonctionnaire sur cinq en 2015-2016, et deux sur trois de 2017 à 2019. «*Sur les 700 départs annoncés d'ici 2019, on pourra recruter environ 360 personnes*, indique Frédéric Delcor. *Mais on a décidé d'anticiper ces engagements pour ne pas affaiblir l'administration. En 2016, au lieu de n'engager que 25 personnes, on en embauchera 125, et encore 125 en 2017, au lieu de 97. Après le rythme des engagements se ralentira, et au final sur la législature, on aura respecté le quota.*» Cette accélération aura un surcoût de 11,3

millions en 2016. «*Mais à terme, l'économie générée sera de 34,5 millions.*»

Pourquoi anticiper ces engagements? Le patron de l'administration explique qu'il s'agit notamment de faire face aux missions en attendant les développements informatiques qui sont programmés pour améliorer l'efficacité.

En effet, de nouveaux programmes informatiques vont être mis sur pied afin de répondre aux objectifs fixés dans le contrat en termes d'efficacité. Ils nécessiteront un budget complémentaire de 20 millions d'euros. «*Il y a un accord ferme sur l'investissement, mais son impact budgétaire dépendra de l'évolution des dépenses d'Etnic, le pro-*

*gramme de gestion informatique de l'enseignement. Si Etnic dépense moins, le total des 20 millions ne sera*

*pas nécessaire*», précise Frédéric Delcor.

À quoi servira cette modernisation technologique? Un exemple: il s'agira de développer un programme permettant aux écoles d'encoder toutes les informations concernant leur personnel enseignant. Fini la paperasserie pour les directions d'école... Cela simplifiera aussi la tâche du service de traitement des salaires des enseignants (le fameux FLT qui a défrayé la chronique en lançant une action de grève). «*Pour ce service qui est mis sous pression par les départs à la retraite, nous sommes en pleine phase de recrutement (19 en 2016, 50 au total entre 2015 et 2019)*», commente Frédéric Delcor, qui précise aussi qu'une évaluation de la charge de travail au sein du FLT sera faite.

Afin de rendre l'administration de la FWB plus efficace, le contrat prévoit aussi une mutualisation des ressources entre départements. Il s'agirait, par exemple, de rassembler les services de prêt de matériel aux écoles, clubs sportifs, mouvements de jeunesse, centres culturels, ou encore de fusionner les deux services d'imprimerie, et de mutualiser l'expertise en matière de marchés public... «*Bref, voir ce que les différents départements peuvent faire ensemble plutôt que de rester chacun dans son coin*», conclut Frédéric Delcor.

# 360

## fonctionnaires

**L'administration de la FWB remplacera, d'ici 2019 un fonctionnaire sur deux partis à la retraite, soit 360 personnes.**